



LE 19 OCTOBRE 2017

ENSEMBLE, EXIGEONS DES POLITIQUES AU SERVICE DU PROGRES SOCIAL !

En s'inscrivant massivement dans la journée de grève et de manifestations du 10 octobre, les personnels de la Fonction publique ont clairement signifié à Emmanuel Macron, son gouvernement et sa majorité parlementaire qu'ils ne veulent pas de leur politique.

Cette politique, c'est la casse du Code du travail, du statut général des fonctionnaires et de leurs statuts particuliers.

C'est la généralisation et l'aggravation des politiques d'austérité au moyen de projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale au service du Medef et des classes sociales les plus fortunées. A l'évidence, Macron est l'ami de la finance et le président des riches.

D'un côté, la multiplication des exonérations, d'allègements de cotisations sociales et d'impôts (CICE, ISF...), de l'autre, 15 milliards d'euros de dépenses publiques en moins dont 7 milliards d'euros au titre de l'Etat et de ses opérateurs, 3 milliards au titre des collectivités territoriales, 5 milliards au titre de la sécurité sociale !

»» LES USAGERS DU SERVICE PUBLIC ET LEURS PERSONNELS SONT LES CŒURS DE LA CIBLE DE CETTE NOUVELLE PURGE BUDGÉTAIRE !

Toute une série de droits fondamentaux et de besoins économiques et sociaux ne seront plus satisfaits du fait de la baisse des dépenses d'investissement, de fonctionnement et la poursuite des plans pluriannuels de suppression d'emplois. Les conditions de vie au et hors travail des personnels vont connaître une nouvelle dégradation avec notamment le gel de la valeur du point d'indice, le rétablissement du jour de carence ou encore la hausse de la contribution sociale généralisée que la CGT récuse.

Dans le même temps, Emmanuel Macron persiste et signe dans sa volonté de casser les droits et les protections de l'ensemble du monde du travail à l'image des attaques portées contre le Code du travail, le statut général des fonctionnaires et leurs statuts particuliers.

Pour la CGT, les richesses produites par le monde du travail doivent être utilisées autrement. De l'argent, il y en a pour :

- ✓ Développer les politiques publiques et les services publics au service de l'intérêt général ;
- ✓ L'arrêt des suppressions de postes et la création des emplois nécessaires ;

- ✓ L'augmentation des traitements, des salaires, des pensions, des retraites ;
- ✓ L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- ✓ La reconnaissance des qualifications des agent-e-s de la Fonction publique ;
- ✓ L'amélioration de nos systèmes de protection sociale et leur financement par la cotisation sociale.

Pour la CGT, il est possible et nécessaire de développer et de renforcer les droits de l'ensemble du monde du travail. C'est dans ce sens qu'elle exige l'abandon des ordonnances Macron, un code du travail renforcé et fondé sur le respect de la hiérarchie des normes, un statut général des fonctionnaires unifié.

**POUR IMPOSER D'AUTRES
CHOIX ET GAGNER SUR
NOS REVENDICATIONS
LA CGT FONCTION PUBLIQUE
APPELLE LES PERSONNELS DE
LA FONCTION PUBLIQUE
A S'INSCRIRE DANS LA JOURNEE DE
MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE
DU 19 OCTOBRE ET A PARTICIPER
AUX MANIFESTATIONS ET
RASSEMBLEMENTS QUI SERONT
ORGANISES SUR L'ENSEMBLE
DU TERRITOIRE PAR LA CGT**

L'Union fédérale des syndicats de l'Etat CGT, la Fédération des services publics CGT, la Fédération de la santé et de l'action sociale ont déposé un préavis de grève pour la journée du 19 octobre.